

**Union européenne - Conventions  
démocratiques - Climat -  
Travailleurs détachés - Brexit -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec le quotidien «La  
Croix»**

(Paris, 17 novembre 2017)

**Q** - La COP23 qui s'achève aujourd'hui à Bonn a fait résonner la mise en garde sur un possible échec de la lutte contre le réchauffement climatique. L'Europe est-elle en mesure d'affirmer son leadership sur cet enjeu?

**R** - C'est déjà le cas. En 2015, l'Accord de Paris a été largement porté par l'Union européenne, qui a la volonté d'être à l'avant-garde sur le réchauffement climatique. Il y a une unité de vue des Européens au moment où les États-Unis ont envoyé des signaux négatifs.

Par ailleurs, l'UE est en train de finaliser la révision de sa législation sur le climat pour faire respecter ses engagements de réduction des émissions (- 40% d'ici à 2030) et d'évolution vers le renouvelable. Ce sera à chaque État d'apporter ses réponses suivant son modèle énergétique.

La prochaine étape sera le sommet du 12 décembre à Paris pour accélérer la mise en oeuvre de l'Accord de Paris et notamment le financement de nouveaux projets et initiatives, c'est pour cela que le sommet est co-organisé avec la Banque mondiale et de nombreux autres partenaires.

**Q** - Un «socle européen des droits sociaux» est proclamé aujourd'hui à Göteborg. Peut-il changer la vie des Français?

**R** - Les Français bénéficient évidemment d'un standard social élevé. Nous sommes très attentifs à ce qu'il soit mieux partagé à travers l'UE, afin d'éviter une compétition entre les États membres sur le moins-disant social, le travailleur à bas coût ou de deuxième classe.

Plus largement il s'agit que l'Europe, qui ne s'était pas véritablement emparée de ces sujets, puisse commencer à mettre sur la table des projets de texte comme sur les congés parentaux ou pour les aidants... Petit à petit, il s'agit aussi d'avancer sur la définition d'un salaire minimum européen, comme sur une plus grande convergence des cotisations sociales. C'est évidemment dans notre intérêt.

**Q** - L'accord des États sur le travail détaché, le 23 octobre, est-il une victoire en la

matière&thinsp;?

R - Avec cet accord, nous avons abouti à l'illustration claire et contraignante du principe «à travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail». Cela inclut le salaire minimum et les primes, la prise en charge des transports, des repas et de l'hébergement doit venir en complément de la rémunération. Cette avancée va de pair avec un travail collectif beaucoup plus sérieux sur la lutte contre la fraude et les abus. C'est un des objectifs de l'agence européenne du travail proposée par le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker le 13 septembre.

Q - Comment vont s'organiser les conventions démocratiques européennes voulues par Emmanuel Macron&thinsp;?

R - Nous voulons organiser des débats à travers les territoires, à travers l'Europe, là où les États membres seront d'accord, entre le printemps et l'automne 2018. Nous ne voulons pas d'un grand débat «théologique» sur l'attachement à l'Europe ou sur les questions institutionnelles. Nous voulons d'abord faire remonter les aspirations des citoyens. L'objectif sera d'avoir la photographie la plus large possible de la manière dont les Européens de tous âges et de tous horizons «ressentent» l'Europe et quelles sont les politiques européennes auxquelles ils aspirent.

Il s'agit d'inverser la logique des années passées où les dirigeants prenaient des décisions, avant de les soumettre de manière très binaire à des populations qui n'avaient pas été associées à la réflexion en amont.

Q - Comment voulez-vous procéder&thinsp;?

R - Nous proposerons à nos partenaires de mettre en place un «chapeau commun», un questionnaire en ligne qui permettra une vision globale et des comparaisons utiles d'un pays à l'autre.

Ensuite, des versions nationales du débat pourront être déclinées, organisées ou facilitées par les autorités dans les collectivités locales, les universités, les syndicats, les entreprises, les chambres de commerce et d'agriculture...

Aucun État membre ne sera obligé d'organiser des Conventions démocratiques bien sûr. Nous avons déjà des marques d'intérêt de l'Italie, de l'Irlande, de la Grèce ou de l'Allemagne... et il y a eu un accueil très favorable de Jean-Claude Juncker et de la Commission.

Q - Pourrez-vous compter sur le futur gouvernement allemand pour mener à bien les autres chantiers européens&thinsp;?

R - Nous avons beaucoup de points de convergence avec Berlin en ce moment&thinsp;; sur la

taxation des géants du numérique, sur le travail détaché, sur la gestion des flux migratoires et sur l'Europe de la défense... C'est sur l'avenir de la zone euro qu'il y a des points de divergences.

Aujourd'hui, tout ce qui ressemble à de la mutualisation de dette suscite la méfiance des libéraux allemands, actuellement en négociation pour entrer au gouvernement. Nous ne proposons pourtant rien d'autre que de nous préparer à des chocs futurs. Sur la finalisation de l'union bancaire il y a des nuances mais nous avançons. Sur l'union des marchés de capitaux, nous devons aussi progresser.

Il faudra plus de temps en revanche pour avancer sur un budget de la zone euro. Sur ces sujets, la France peut reprendre la main car désormais elle tient ses promesses budgétaires et ses engagements de réformes, ce qui renforce sa crédibilité.

La fenêtre d'opportunité pour réformer l'Europe est plus ouverte que jamais, j'en suis convaincue. Le Brexit aurait pu tétaniser les Européens mais c'est l'inverse qui se produit.

Q - Pourtant les négociations avec Londres semblent au point mort. Un divorce à l'amiable est-il compromis&thinsp;?

R - L'unité des 27 est sans faille&thinsp;; il faut absolument régler toutes les modalités de la séparation avant d'envisager les contours de la relation future entre Bruxelles et Londres.

Un départ du Royaume-Uni sans accord avec l'UE ne peut plus être exclu. Ce serait une mauvaise nouvelle pour l'Europe et sans doute plus encore pour le Royaume-Uni. C'est le moment pour les Européens d'être fermes, d'autant que les négociations traînent faute de réponses précises des Britanniques sur de nombreux points. Le sujet sur lequel on a le moins avancé, c'est le règlement financier des engagements pris par le Royaume-Uni en sa qualité d'État membre.

Q - La France peut-elle espérer obtenir, lundi 20 novembre, le siège de l'agence du médicament ou de l'agence bancaire, aujourd'hui basées à Londres&thinsp;?

R - Il y a énormément de candidats (19 pour l'agence du médicament et huit pour l'agence bancaire) et tout est encore très ouvert. Il faut avoir à l'esprit que les États qui n'ont pas d'agences sur leur sol estiment qu'elles doivent être mieux réparties. Les critères de choix ne seront pas seulement liés aux qualités intrinsèques de telle ou telle candidature... Nous continuons à défendre les candidatures de Paris et de Lille./.